

Couvre-feu : l'exclusion des enfants de l'espace public se porte bien, merci pour elle, tant pis pour eux

par [Kim Hullo-Guiot](#)

Les déclarations et décisions des responsables politiques visant à réduire la présence des jeunes dans les rues se sont multipliées ces derniers temps. Il n'est pourtant pas possible de construire une société sur l'exclusion, même temporaire, d'une partie de sa population.

«A 12 ans ou 13 ans, on n'a rien à faire dans la rue la journée.» «Quand t'es un mioche de 10-11 ans, tu n'es pas à 3 heures du matin en ville.» Ces assertions émanent, respectivement, du Premier ministre, Gabriel Attal, et du maire de Béziers, anciennement proche du Rassemblement national (mais toujours plutôt proche de ses idées), [Robert Ménard](#). Le premier justifiait ainsi sa volonté que tous les collégiens, à commencer par ceux scolarisés en réseau d'éducation prioritaire, restent dans leur établissement jusqu'à 18 heures tous les jours, qu'ils aient classe ou non. Le second, la mise en place dans sa ville d'un couvre-feu pour les moins de 13 ans, décision qui fait suite à l'annonce par Gérard Darmanin, le ministre de l'Intérieur, d'une mesure similaire à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). On résume : les enfants n'ont rien à faire dans la rue la journée, mais pas plus la nuit venue. Quand, alors, sont-ils les bienvenus dans l'espace public ? De 7h15 à 7h17 une semaine sur deux (et seulement s'ils se déplacent à cloche-pied) ? On exagère, bien sûr, mais cette succession de déclarations populistes – autant que grossières, car s'il existe sans doute des cas de bambins traînant dans la rue à l'heure des fermetures de bar, ils ne constituent pas la majorité – interroge.

Effet d'affichage

En février, *Libération* consacrait un dossier à [l'invisibilisation croissante des enfants dans les rues](#), les restaurants, les espaces de loisir... L'essayiste Emmanuelle Piquet analysait alors : «Il y a un paradoxe ultime : depuis une vingtaine d'années, on a beaucoup travaillé sur le fait que l'enfant est une personne, qu'il faut respecter ses besoins, qu'il soit heureux... Cela crée des enfants plus autonomes, plus vifs, plus rebelles, qui se glissent moins dans le moule. Et dans le même temps on ne supporte plus rien, on reste dans un rapport d'autorité descendante, on essaye de les contrôler, de faire en sorte que rien ne déborde.» La philosophe Edwige Chirouter alertait aussi : «On peut faire le parallèle entre les luttes féministes et le droit des enfants. Dans la période réactionnaire que l'on vit – il suffit de voir comme à l'école on revient à des [politiques éducatives réactionnaires](#), on parle [uniformes](#), discipline, autorité, comme si on avait été trop laxistes avant et qu'il fallait siffler la fin de la récré –, ce sont les droits des femmes comme des enfants sur lesquels on revient.»

Bien entendu, organiser des espaces d'accueil pour les mineurs en dehors des temps scolaires, comme les maisons des jeunes, qui proposent diverses activités sportives et culturelles, on n'a rien contre – bien au contraire. C'est d'ailleurs ce que regrettait le conseiller municipal des Abymes, en Guadeloupe, chargé de la sécurité, Charles-Edouard Leffet, selon qui il eut été préférable de faire démarrer le couvre-feu à «22 heures, pour permettre la tenue d'activités associatives et sportives», au lieu des 20 heures décrétées. Car ce confinement forcé des plus jeunes ne s'inscrit nullement dans une volonté de leur proposer des alternatives à l'ennui, seulement de faire montre d'autorité, voire d'autoritarisme, à produire un effet d'affichage : contre le désœuvrement des jeunes qui les conduirait à faire toutes sortes de conneries, les gros bras sont de sortie, on va voir ce qu'on va voir, ça va filer droit ! Et peu importe que l'on ne s'intéresse nullement aux causes en prétendant répondre aux effets.

Regard suspicieux

Agir n'est pas, ou pas seulement, sévir. Et construire une société ne peut reposer sur l'exclusion, même temporaire, même au prétexte de protéger, de toute une partie de sa population. A ce compte-là, pourquoi ne pas exclure tous les hommes de l'espace public la nuit afin que les femmes puissent s'y balader sereinement ? Ou interdire les supermarchés aux personnes âgées à l'heure de pointe sous prétexte qu'elles ralentissent la cadence – or, *time is money*, n'est-ce pas, surtout en macronie ? Personne n'y songerait raisonnablement, à commencer par le ministre de l'Intérieur, et il aurait pour une fois bien raison.

Comment les jeunes gens, qui demain voteront, peuvent-ils se sentir les bienvenus dans l'espace public, qui est celui de tous et de chacun, et par extension dans la citoyenneté, si on ne leur fait aucune confiance ? Si on ne leur laisse pas l'occasion de développer leur autonomie, si sur leur simple présence est jeté un regard suspicieux ? Il serait temps qu'Attal, Ménard, Darmanin et consorts se creusent un peu le ciboulot et ne se contentent plus de jouer les moralistes à courte vue.